

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND
CIVIC EDUCATION

INTERNAL TENDERS BOARD

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N° 005/DC/MINJEC/CIPM/2026 DU 7 01 2026

**EN VUE DE L'ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN REGULATEUR DE TENSION DE 150 KVA
POUR LA PROTECTION DU RESEAU ELECTRIQUE DU BATIMENT SIEGE ET ANNEXE A
MINJEC**

FINANCEMENT : BIP MINJEC, EXERCICE 2026
IMPUTATION : 60 26 283 1 33000003 524112

1- Objet de la Demande de Cotation

Les prestations de la présente Demande de Cotation consistent en l'acquisition et l'installation d'un régulateur de tension de 150 KVA pour la protection du réseau électrique du bâtiment siège et annexe A MINJEC, conformément au descriptif de la fourniture, leur mise en service et leur réception.

2- Participation et origine

La participation à cette Demande de Cotation est ouverte à toutes les sociétés de droit camerounais installées au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations, objet de la présente Demande de Cotation.

3- Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'Investissement Public, Exercice 2026 du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, imputation N° 60 26 283 1 33000003 524112.

4- Mode de soumission

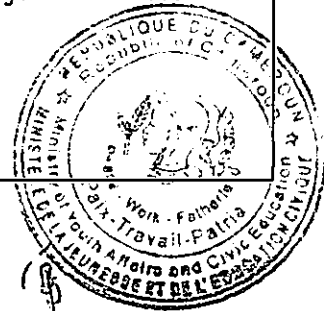
Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne.

5- Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de demande de cotation peut être consulté aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70, et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

6- Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) F CFA, payable au Trésor Public. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier d'appel d'offres.



7- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de seize millions (16 000 000) F CFA TTC.

8- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquittée à la main, timbrée et délivrée par la Caisse de Dépôts et de Consignation. Le montant de ladite caution est fixé à trois cent vingt mille (320 000) F CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission à l'ouverture, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : la caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC), son absence entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Sous peine de rejet, la caution de soumission devra être impérativement produite en originale datée d'au plus trois (03) mois.

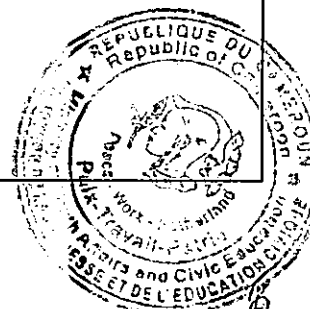
9- Remise des Cotations

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 27 Mars 2026 à 13 heures précises, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB l'original de la caution, le récépissé CDEC et la quittance d'achat de la Demande de Cotation devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° 04/DC/MINJEC/CIPM/2026 DU 20 FEB 2026

EN VUE DE L'ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN REGULATEUR DE TENSION DE 150 KVA POUR LA PROTECTION DU RESEAU ELECTRIQUE DU BATIMENT SIEGE ET ANNEXE
A MINJEC

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »



10- Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

11- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres technique et financière aura lieu le 27 MARS 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, sise au rez-de-jardin, Porte 010 de l'Immeuble siège dudit département ministériel, à Yaoundé, au Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question, excepté la caution de soumission.

12- Recevabilité des Cotations

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par la CDEC ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Notamment L'absence de caution de soumission à l'ouverture timbrée et acquittée, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13- Critères d'évaluation

13.1- Critères éliminatoires :

- absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré et acquitté à l'ouverture des plis, accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) et de la quittance d'achat de la Demande de Cotation ;
- non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission);

- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- absence du certificat d'origine ;
- non-respect du délai de livraison ;
- non-respect du délai de garantie ;
- non-respect de 80% des caractéristiques techniques ;
- non-respect de 3 des 5 critères essentiels ;
- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- non-conformité du modèle de soumission ;
- absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- absence de la copie de sauvegarde de la soumission au moment du dépôt ;
- non-respect du format des fichiers.

13.2- Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation) ;
- la capacité financière d'au moins 50% du montant du marché délivrée par une banque agréée de 1^{er} ordre ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché.

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de soixante (60) jours. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15- Allotissement

Non applicable.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant, le cas échéant, les rabais proposés.

17- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des cotations.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés Publics du MINJEC, rez de jardin de l'Immeuble abritant les services du MINJEC, au Centre Administratif, à Yaoundé; Porte 009, Tél. 222 20 35 70, ou écrire à l'adresse sm_minjec2020@gmail.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

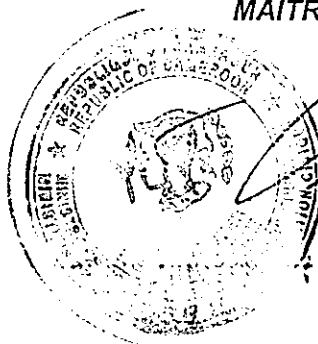
Yaoundé, le 20. FEV 2026

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE
ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

MAITRE D'OUVRAGE,

AMPLIATIONS :

- MINMAP (ATCR) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage).



Handwritten signature: Ouhounou B. B. B.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC
EDUCATION

INTERNAL TENDERS BOARD

REQUEST FOR PRICE QUOTATIONS NOTICE

No. U 4/DC/MINJEC/CIPM/2026 OF 2 0 FFV 2026

**FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF A 150 KVA VOLTAGE REGULATOR FOR
THE PROTECTION OF THE ELECTRICAL NETWORK OF THE MAIN BUILDING AND ANNEX
A MINJEC**

**SOURCE OF FINANCING: MINJEC PIB, 2026 FINANCIAL YEAR
CHARGED ACCOUNT: 60 26 283 1 33000003 524112**

1- Purpose of the Request for Price Quotations Notice

The Minister of Youth Affairs and Civic Education, Project Owner, is issuing a Request for Price Quotations Notice for the acquisition and installation of a 150 KVA voltage regulator for the protection of the electrical network of the main building and annex A MINJEC.

2- Scope of Services

The supplies covered by this Request for a Price Quotations Notice include the acquisition and installation of a 150 KVA voltage regulator for the protection of the electrical network of the main building and annex A MINJEC, in accordance with the Supply Specifications, their commissioning and acceptance.

3- Participation and origin

Participation in this Request for Price Quotations is open to companies incorporated under Cameroonian law, established in Cameroon with the technical and financial capacity to perform the services covered by this Request for Price Quotations.

4- Funding

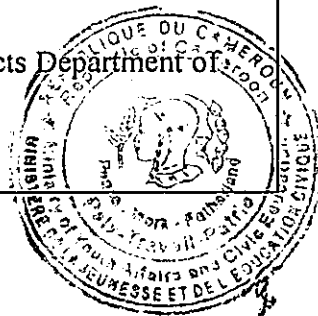
The services covered by this Request for Price Quotations are funded by the Public Investment Budget, 2026 Financial Year, of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, account No. 60 26 283 1 33000003 524112.

5- Bidding method

The bidding method selected for this Request for Price Quotations is online.

6- Consultation of the Price Quotations File

The request for price quotations file can be consulted during office hours at the Contracts Department of



the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, head office building, located at the Yaoundé Administrative Centre, Door 009, ground floor Phone. 222 20 35 70, and the electronic version on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this tender.

7- Acquisition of the Price Quotations File

The file can be obtained during office hours from the Contracts Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, head office building, located at the Yaoundé Administrative Centre, Door 009, ground floor Tel. 222 20 35 70, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of CFA twenty thousand (20,000) francs, payable to the Public Treasury. A copy of the receipt for this payment will be attached to the tender file.

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is CFA sixteen million (16 000 000) Francs inclusive of tax

9- Tender Bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, handwritten, stamped and issued by the Deposits and Consignments Fund. The amount of the deposit is set at three hundred and twenty thousand (320,000) CFA Francs and is valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. Failure to provide a tender bond at the opening will result in the outright rejection of the bid. A tender bond that is provided but has no connection with the tender in question will be considered as absent.

NB: the deposit must be accompanied by a receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC); failure to provide this will result in the offer being rejected outright without recourse.

10- SUBMISSION OF QUOTATIONS

The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 1 p.m. local time on 27 MARS 2026. A backup copy of the bid saved on a USB stick must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the above reference, within the specified time limit.

REQUEST FOR PRICE QUOTATIONS NOTICE

N° 04/DC/MINJEC/CIPM/2026 DU 2 A FEV 2026

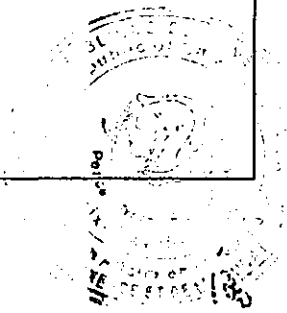
**FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF A 150 KVA VOLTAGE REGULATOR
FOR THE PROTECTION OF THE ELECTRICAL NETWORK OF THE MAIN BUILDING
AND ANNEX A MINJEC**

"To be opened only during the counting session"

11- File size and format

For online submissions, the maximum file sizes for documents that will be transferred via the platform and comprising the bidder's tender are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;



- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates should use compression software to reduce the size of the files to be submitted, if necessary

12- Opening of tenders

Bids will all be opened at the same time.

The opening of administrative documents and technical and financial bids will take place on 27 March 2023 at 2 p.m. by the Internal Tenders Commission of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, at the ground floor, Door 010 of the head office building of the said Ministry, in Yaoundé, at the Administrative Centre.

This opening session may be attended only by bidders themselves or any of their duly mandated representative.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Rules for the Quotation. They must be less than three (03) months old or have been established after the date the notice for Quotations is signed.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

13- Admissibility of Quotations

Any incomplete tender shall be declared non-responsive in accordance with the requirements of the Tender Documents. For instance, the absence of a tender bond issued by the Deposits and Consignments Fund CDEC or the failure to comply with the samples of the documents in the Tender, will result in the outright rejection of the Quotation without any legal remedy. A tender bond that is provided but has no connection with the tender in question will be considered as absent. For instance, failure to provide a stamped and paid tender bond, accompanied by a receipt of deposit issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), will result in the outright rejection of the bid without any recourse.

14- Evaluation criteria

14.1- Elimination criteria

These include:

- the absence or non-compliance of the submission bond stamped and paid upon opening of the envelopes, accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC)
- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that is deemed non-compliant or missing, other than the tender bond;
- absence of a tender bond;
- false declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- failure to comply with 80% of the technical characteristics;
- failure to comply with 5 of the 7 essential criteria;
- the absence of a sworn statement of non-abandonment of the performance of a service during the last

- three years;
- the absence of a quantified unit price in the quotation;
- the absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
- non-compliance of the bid template;
- absence of a prospectus accompanied by the manufacturer's technical data sheets;
- non-compliance of the bidding method;
- absence of a dated and signed integrity charter;
- absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses.

13.2 Essential Criteria

Criteria for the qualification of the bidders will include:

- presentation of the offer;
- references of the bidder;
- equipment warranty: 1 year;
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop);
- the financial capacity of at least 80% of the contract amount issued by a first-rate approved bank and annual turnover according to the certified balance sheet or a statistical and tax declaration over the last 5 years;
- evidence of acceptability of contract conditions ;
- delivery schedule and deadline.

14- Delivery time

The maximum time allowed by the Contracting Authority for the delivery of the supplies covered by this Request for Price Quotations shall be sixty (60) days. Delivery will be made to the MINJEC head office building located at the Yaoundé Administrative Centre.

15- Lots/Allotment

Not applicable

16- Award of contract

The Contracting Authority or Delegated Contracting Authority shall award the Letter of Award to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any discounts offered.

17- Validity period of price quotations

Bidders shall be bound by their bids for ninety (90) days as from the deadline set for the submission of bids.

18- Additional information

Further information can be obtained during office hours from the MINJEC Public Contracts Service, on the ground floor of the MINJEC head office building, at the Administrative Centre, Yaoundé, Door 009, Phone. 222 20 35 70, or write to sm_minjec2020@gmail.com or online on the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- the fight against corruption and bad practices;

To report any practices, incidents or acts, attempts at corruption or malpractice, please call CONAC on 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) by SMS or phone by dialling the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, the 20 FEB 2020.

THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS

AND CIVIC EDUCATION

CONTRACTING AUTHORITY,

COPIES:

- MINMAP (ATCR) ;
- ARMP (for publication and filing);
- SOPECAM (for publication);
- CMPM President (for information);
- Public posting (for information);
- Contract Service (for filing). /-



